



Communiqué de presse du SNES FSU 68, SNEP FSU 68, SNUEP FSU 68, CGT Educ'action 68 et de la FCPE 68

«Stop au mépris ! Toutes et Tous en grève le 24 janvier

Retrait des réformes Blanquer »

Les organisations syndicales des personnels et la FCPE 68 font l'analyse que les réformes des lycées généraux et technologiques, de la voie professionnelle et du baccalauréat vont accroître les inégalités et la sélection entre élèves et établissements. La liberté de choix laissée aux élèves et aux familles tant vantée par le ministre n'est qu'un leurre et fait courir le risque d'enfermer certains jeunes dans des impasses. Loin d'améliorer l'avenir des jeunes, la mise en place de Parcoursup aggrave la sélection à l'université.

Dans l'enseignement professionnel, la réduction des horaires d'enseignement des disciplines générales pénalisera les élèves et compromettra leurs poursuites d'études. Les secondes organisées en familles de métiers impliqueront une déprofessionnalisation des filières professionnelles. Dans l'enseignement agricole ces réformes vont jusqu'à remettre en cause la présence d'une voie générale.

Le baccalauréat, tel que le ministre l'a imposé aux élèves et aux personnels, par l'importance qu'il donne au contrôle local via le contrôle continu, va se transformer en diplôme local.

Jean-Michel Blanquer prétend que ces mesures feraient accord dans la communauté éducative. Or, les mobilisations des personnels et des élèves, soutenues par la FCPE 68, qui ont eu lieu en fin d'année se poursuivent, sans aucune réponse du ministre. Pire, le gouvernement et le ministre accentuent même un discours uniquement sécuritaire et cherchent même à museler la contestation ; ainsi, l'article 1 du projet de loi dite sur l'école de la confiance vise à accentuer les moyens de pression sur les personnels en attaquant leur liberté d'expression. Les organisations lycéennes n'ont toujours pas été reçues par le Ministre, la parole des parents d'élèves n'est pas entendue.

Ces réformes se placent dans un contexte de préparation de rentrée marqué par l'amplification des suppressions de postes dans le second degré alors qu'il accueillera davantage d'élèves à la rentrée 2019. Les conditions de travail des élèves et des personnels vont continuer de se détériorer. L'augmentation importante des heures supplémentaires censée pallier les 2 450 suppressions d'emplois dans le second degré ne fera qu'alourdir la charge de travail des personnels et laissera des établissements en difficulté. Notre académie perdra entre 58 et 80 postes, alors que les effectifs augmentent. Pour contraindre les personnels à effectuer ces heures supplémentaires, le ministre entend même modifier les textes statutaires en portant à 2 le nombre d'heures supplémentaires obligatoires. Dans les collèges, les effectifs dans les classes vont continuer d'augmenter. Dans les lycées, la conjugaison de la mise en place de la réforme des lycées et des suppressions de postes conduira à une « optimisation » des moyens par une augmentation du nombre de classes à plus de

35 élèves. Dans la voie professionnelle, la réduction de l'équivalent de 9 à 11 semaines de cours sur le cursus Bac pro et de 2 à 6 semaines pour les CAP permettra aussi au ministre de supprimer des postes.

Les organisations syndicales SNES, SNEP, SNUEP de la FSU, et CGT Educ'action, soutenues par la FCPE 68, appellent les personnels à un processus de mobilisation passant par des actions diversifiées (organisation de rencontres avec les parents et élèves, motions en CA, interpellations des élus etc.). Dans ce cadre, elles appellent à **une grève massive le 24 janvier** pour le retrait de la réforme des lycées, du baccalauréat et de Parcoursup, l'arrêt des suppressions de postes, l'augmentation des salaires, le respect de la liberté d'expression et de manifestation.

Elles invitent tous les collègues en grève à se réunir en **assemblée générale au lycée Albert Schweitzer à Mulhouse jeudi 24 janvier à 9h en salle audio du CDI, sur le thème : Inscire notre action dans la durée pour obtenir satisfaction.** Elles appellent tous les collègues à **se rassembler à 11h devant la Sous-préfecture de Mulhouse** (une audience est demandée pour porter nos revendications) avec distribution de tracts au public. Elles invitent dans les établissements à afficher les revendications et à les faire connaître de toutes les façons possibles aux parents et aux élèves, aux élus et à l'ensemble de l'opinion citoyenne.